



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

RÉFORME DES RETRAITES

Question au Gouvernement n° 838

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

Mme la présidente. La parole est à M. André Chassaigne.

M. André Chassaigne. Madame la Première ministre, le Président de la République, s'adressant aux Français, s'est donné cent jours pour apaiser leur colère – une colère immense, et pour cause : sa réforme des retraites, élaborée sans négociation avec les partenaires sociaux ni dialogue avec les forces politiques, a été promulguée sans vote des représentants du peuple, promulguée en dépit de l'opposition massive des salariés du privé et du public, des retraités, des jeunes, de la France dans sa diversité. Depuis le premier jour de mobilisation, cette France s'est élevée contre le recul du départ à la retraite et pour revendiquer le droit de vivre dignement à tout âge, insurgée contre l'application de l'article 47-1, de l'article 44, alinéa 3, de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, contre toutes vos manœuvres visant à imposer cette réforme ; elle a espéré un référendum. Cela fait quatre mois qu'elle exprime sa soif de justice sociale, de respect !

Hier, le Président de la République s'est une fois de plus obstiné dans le déni de cette réalité. Dans la droite ligne des propos tenus par divers membres du Gouvernement, il a osé déclarer que cette France mobilisée n'était pas la France, que le Gouvernement était trop intelligent pour qu'elle le comprenne ! Les cent jours ne seront que provocations. De grâce, arrêtez-vous là : cessez de piétiner le peuple et ses représentants, de faire croire que l'extrême droite constituerait la seule opposition respectable, de diaboliser vos adversaires ! Le 6 juin...

M. François Cormier-Bouligeon. Date du débarquement de Normandie !

M. André Chassaigne. ...verra le prochain grand rendez-vous de cette France qui vous encombre ; le 8 juin, nous ferons entendre ici même la voix de cette France en votant l'abrogation de la réforme des retraites. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR-NUPES et Écolo-NUPES, ainsi que sur quelques bancs des groupes LFI-NUPES et SOC.)* Ce vote, vous ne pourrez l'empêcher,...

Mme la présidente. Merci, cher collègue.

M. André Chassaigne. ...même si ce doit être Waterloo ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR-NUPES, LFI-NUPES, SOC et Écolo-NUPES. – MM. Bruno Bilde et Benjamin Saint-Huile applaudissent également.)*

Mme la présidente. Un peu de silence, s'il vous plaît ! La parole est à Mme la Première ministre.

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Il y a un an, le Président de la République m'a fait l'honneur de me

nommer Première ministre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE, ainsi que sur quelques bancs des groupes Dem et HOR.*)

Un député du groupe RN . Quelle erreur !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre . Depuis, nous avons continué à mener les réformes nécessaires, à répondre aux préoccupations des Français. Pouvoir d'achat, déconjugalisation de l'allocation aux adultes handicapés, énergie, sécurité, réformes de l'assurance chômage et des retraites : pas moins de vingt-sept textes ont été adoptés. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Mme Valérie Rabault. Répondez à la question !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre . Quand certains misaient sur le blocage, nous avons agi ; nous avons avancé !

M. Bruno Bilde. Quel bilan !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre . Mesdames et messieurs les députés, comme l'a rappelé hier le Président de la République, l'objectif du Gouvernement consiste à apporter à nos concitoyens des réponses concrètes et des résultats rapides : tel est le sens de la feuille de route que j'ai présentée le 26 avril. Nous voulons gagner la bataille du plein emploi : depuis six ans, grâce à nos réformes, nous avons créé 1,7 million d'emplois, cependant que le chômage a retrouvé son plus bas niveau de ces quinze dernières années. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE. – M. Maxime Minot s'exclame.*)

M. Bruno Bilde. Bla, bla !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre . Nous voulons poursuivre la réindustrialisation, d'où le projet de loi relatif à l'industrie verte, présenté ce matin en Conseil des ministres. Nous voulons poursuivre la suppression des freins à l'emploi, permettre aux acteurs concernés de travailler davantage ensemble, d'où le texte consacré au plein emploi. Nous voulons que la richesse créée profite à tous, et nous retranscrivons fidèlement dans la loi les dispositions de l'accord national interprofessionnel du 10 février 2023 relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise. Nous devons améliorer les conditions de travail et de rémunération : j'entamerai tout à l'heure une série de concertations en ce sens avec les organisations syndicales et patronales. Je suis convaincue, monsieur le président Chassaigne, que le dialogue social (« Ah ! » sur les bancs des groupes LFI-NUPES et GDR-NUPES. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE) constitue le meilleur moyen de répondre aux attentes des salariés.

Agir pour les Français, c'est continuer de prendre à bras-le-corps la transition écologique, de suivre en la matière une planification ambitieuse (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE. – Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES*) : là encore, beaucoup de chantiers ont été lancés. Vous le savez, monsieur le président Chassaigne, puisque votre groupe a soutenu le projet de loi consacré au nucléaire ! Nos concitoyens nous demandent davantage de services publics, ainsi que des solutions touchant la santé et l'éducation : le remplacement des professeurs en cas d'absence brève, un médecin traitant pour les patients atteints d'affections de longue durée, autant de progrès concrets, attendus, qui seront réalisés avant la fin de l'année.

Enfin, nous devons garantir l'ordre républicain en déployant de nouveaux effectifs de police et de gendarmerie, en préparant après concertation un texte sur l'immigration, en assurant notre souveraineté – vous débattrez la semaine prochaine du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 –, en renforçant l'efficacité de la justice sans perdre la maîtrise des finances publiques. Notre cap est clair : l'action et les solutions au service des Français. Avec la majorité, avec tous les parlementaires de bonne volonté (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES*), nous continuerons d'agir ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE, ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem. – Mme Béatrice Bellamy applaudit*)

également.)

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine - NUPES

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 838

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Première ministre

Ministère attributaire : Première ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 mai 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 mai 2023